UNIVERSITÉ DEBOUT ! 

**FORMATIONS À L’UB : 14 000 heures de cours supprimées en 2016-2017 alors que le nombre d’étudiants augmente ! Détails au verso**

**Retrouvons-nous :**

Le **mardi 18 octobre, 12h-14h**, hall droit-lettres

pour pique-niquer, discuter, préparer la suite

Le **mercredi 19 octobre, 9 heures**, multiplex, pour le CA de l’uB

**CE QUE NOUS REFUSONS**

-La chute dramatique de la part du budget consacrée à l’enseignement, qui engendre des ruptures du contrat avec les étudiants (non respect des maquettes et fermetures de parcours, par exemple lettres classiques, et de cours après la rentrée, par exemple langues et informatique).

-La priorité donnée aux logiques budgétaires au mépris de toute vraie politique favorisant les enseignements, et le manque de transparence de la présidence (dénoncé par le récent rapport HCERES sur l’uB) quant à la situation financière de l’université et aux choix budgétaires qui sont faits.

-Une gestion improvisée des problèmes par la présidence (problèmes non anticipés, ou dissimulés ??)

-La détérioration des conditions de travail des enseignants ainsi que des personnels techniques et administratifs, à laquelle s’ajoute la précarisation des emplois, systématique et à tous les niveaux, qui nuit à la qualité des services.

**CE QUE NOUS RECLAMONS**

# - QUE PRIORITÉ SOIT ENFIN DONNÉE AUX FORMATIONS QUI DOIVENT ÊTRE D’URGENCE SANCTUARISÉES : NON AUX AMPUTATIONS DES FORMATIONS !

**- DE LA TRANSPARENCE ET DES EXPLICATIONS**

Sur les principes présidant à la gestion du budget de notre université ; sur le coût réel de la COMUE ; sur les logiques et les coûts des évaluations systématiques des enseignements pratiquées par l'université ; sur le budget dévolu à la communication et à la promotion d’une image de notre université dans laquelle nous ne nous reconnaissons pas

**- LA FIN DU FLECHAGE BUDGÉTAIRE STRICT, POUR PRÉSERVER LES FORMATIONS**

Un rapport de 2012 explique comment la dévolution des salaires aux universités (un des principes de la LRU, avec **le fait de pouvoir prendre l'argent aux "formations" pour autre chose, mais pas à "l'équipement" pour les formations…**) ne peut que les mettre dans le rouge… sauf à chercher d'autres moyens de financement et en coupant dans les formations, ou ne payant pas les HC.  Les dépenses pour l’équipement et le patrimoine semblent passer avant les budgets d’enseignement !

**- UN DIALOGUE RESPECTUEUX DE NOS LIBERTÉS ET NON DES RAPPELS À L’ORDRE**

Après les rappels à l’ordre de la DGS (Direction Générale des Services) à propos des banalisations d’heures de cours pour information, des enseignants de plusieurs départements et les Doyens des UFR Sciences Humaines et Langues ont condamné sans réserve la réaction autoritariste de la présidence. La banalisation, loin d'interrompre le service public, est au contraire une mesure de continuation de ce service qui, en l'occurrence, garantissait le respect du droit à l'information et à l'expression.

**Une université, ce n’eSt pas ce que l’OCDE préconisait en 1996 :**

« Pour réduire le déficit budgétaire, une réduction très importante des investissements publics ou une diminution des dépenses de fonctionnement ne comportent pas de risque politique. **Si l’on diminue les dépenses de fonctionnement, il faut veiller à ne pas diminuer la quantité de service, quitte à ce que la qualité baisse. On peut réduire, par exemple, les crédits de fonctionnement aux écoles ou aux universités, mais il serait dangereux de restreindre le nombre d’élèves ou d'étudiants. Les familles réagiront violemment à un refus d’inscription de leurs enfants, mais non à une baisse graduelle de la qualité de l’enseignement** et l’école peut progressivement et ponctuellement obtenir une contribution des familles, ou supprimer telle activité. » Christian Morisson, « La faisabilité politique de l’ajustement », OCDE, 1996, p. 30

**UNE UNIVERSITÉ RESTE PRIORITAIREMENT UN LIEU**

**OÚ L’ON APPREND ET L’ON SE FORME**

Le collectif Université debout !

Inscrire ici les signatures